



Note du Lierre

Cycle n°1 : « L'heure de la sobriété»

NOTE N°2 : « ORGANISER UNE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE DÉSIRABLE ET COLLECTIVE »

PAR DES HAUT-FONCTIONNAIRES MEMBRES DU GROUPE
DE TRAVAIL « ENERGIE » DU LIERRE

*CO-PILOTÉ PAR GUILLAUME DENIS ET LUCAS ROBIN-
CHEVALLIER*

Septembre 2022

Résumé

Dans sa note “Sobriété : sortir du mythe, passer à l’action” écrite pour le Lierre en septembre 2022, Dominique Méda nous invite à “traduire concrètement l’ambition de transformation écologique des politiques publiques et de formuler des propositions opérationnelles pour répondre au défi de la sobriété dans une trajectoire de justice et d’adaptation face aux catastrophes écologiques”.

Pour rappel, la facture énergétique annuelle de la France était en 2019 de 45,5 Mds€. Cela représentait alors une dépense moyenne par ménage de 1 602 € pour le logement et de 1 542 € pour le transport.

Conduire une politique de sobriété, comme le rappelle Dominique Méda, requiert donc une véritable stratégie de conversion vers un modèle équilibré plutôt qu’un renoncement. Contrairement à un jeûne subi ou une austérité passagère, la sobriété invite à réduire notre dépendance à l’énergie pour retrouver durablement une liberté. Au-delà des mesures “anti-gaspi” de bon sens, seule une transformation profonde est susceptible de mener notre société vers un futur désirable.

La transformation des modes de vie que promeut Le Lierre repose sur une politique juste, équitable et graduée. Les contributions à la sobriété doivent être adaptées à la nature des activités ou du service public, différenciées selon le type de territoire et tenir compte de la situation professionnelle et socio-économique des publics concernés. Les gains sur la qualité de vie et sur les économies d’énergies doivent être visiblement redistribués entre citoyens et territoires solidaires. Du juste équilibre entre la contrainte de court et moyen-terme (réglementaire, fiscale et budgétaire) et la récompense des comportements vertueux (prime, aides, etc.) pourra émerger une nouvelle qualité de vie : des mobilités plus douces sur une voirie rééquilibrée, une consommation et une alimentation raisonnées, des productions relocalisées, des nouveaux liens entre des territoires, des secteurs et des habitants, etc. Activer seulement l’une ou l’autre conduira inévitablement à une sobriété subie.

Malgré l’urgence de la crise énergétique, le réseau du Lierre invite à prendre le recul nécessaire pour concevoir des modèles de sobriété de long terme conciliant protection du climat et de la biodiversité, préservation de la ressource en eau, bien-être et justice sociale.

Les membres du Lierre proposent des mesures dans ce sens et demandent des formations, des outils, des observations et des leviers pour mieux investir les ressources humaines et matérielles disponibles.

Contexte et enjeux

1. Sobriété, efficacité, usage rationnel de l'énergie en tant de crise

La reprise post-crise sanitaire, la détection d'une anomalie de corrosion sur contraintes sur le parc nucléaire fin 2021, l'invasion de l'Ukraine par la Russie début 2022, ou encore la sécheresse inédite de l'été 2022 affectent la disponibilité et le prix de nos énergies selon RTE. La production électrique nucléaire et hydraulique n'ont pu tenir leur rôle pour l'indépendance énergétique de la France. Le déploiement des énergies renouvelables est en retard pour prendre le relais. Les conséquences sur les ménages et les entreprises sont immédiates. Dominique Méda rappelle combien l'énergie fossile importée nous est vitale, combien nous en sommes dépendants et à quel point il est urgent d'en maîtriser la consommation.

Le défi collectif est titanesque car 64,4 % de l'énergie finale consommée en France en 2019 est d'origine fossile. C'est aussi la première source de déficit de notre commerce extérieur (43,1 M€ soit à peu près le budget de ministère de la transition écologique) au bénéfice d'Etats gaziers et pétroliers rarement distingués par leurs politiques en matière de droits de l'homme, de la femme, de minorités ou de l'environnement. L'utilisation d'énergie fossile représente 70,1 % des émissions françaises de gaz à effet de serre (2018). Quant aux moteurs thermiques, ils contribuent en grande partie aux nuisances sonores et à la dégradation de la qualité de l'air.

Rappelons enfin que la facture énergétique pèse particulièrement sur le budget des ménages les plus modestes. Elle représentait directement, en 2006, 14,9 % du budget des 20% des ménages les plus modestes contre 5,9 % de celui des ménages les plus aisés. Des chiffres qui n'incluent pas l'impact indirect contenu dans les biens, les services ou les risques de délocalisations des activités. Dans sa contribution à la stratégie française énergie-climat publiée à la veille de la guerre en Ukraine, le Lierre demandait de choisir un cap pour atteindre nos objectifs 2030 et réussir en 2050 à atteindre la neutralité carbone grâce au triptyque électrification, efficacité et sobriété. Aujourd'hui, face au risque de pénurie, l'histoire s'accélère et les choix de politiques énergétiques pour passer les prochains hivers seront déterminants sur la trajectoire 2050 pour éviter les coûts échoués.

La sobriété évoque le renoncement à un niveau de confort, à un mode de vie ou un dynamisme économique. La sobriété questionne la valeur de notre production, avant de chercher à la faire le plus efficacement possible. Nous affirmons que ce défi présente également des qualités qui peuvent le rendre positif, désirable et fédérateur. Être sobre dans nos usages énergétiques, c'est agir sur nos modes de vie et c'est aussi remodeler notre espace public (au profit de mobilité active, saine, partagée, apaisée), nos bâtiments (par leur rénovation) et nos paysages (relocalisation de nos outils de production énergétique notamment). Ces changements majeurs, plutôt que d'être subis, sont l'opportunité de repenser l'accessibilité de chacun, la consommation d'espace, l'adaptation de nos équipements à nos besoins (et notamment à une population qui vieillit, à un climat qui change, à des métiers qui évoluent) et les solidarités territoriales. Au-delà de l'avenir de notre planète et du maintien de notre souveraineté, la sortie des énergies fossiles stabilise nos conditions d'habitabilités en anticipant un monde où, quoi qu'il se passe, la disponibilité des énergies fossiles va fluctuer, par épuisement, spéculation et tensions internationales.

2. Freins et difficultés identifiés

L'électrification et la sobriété sont des voies de réduction de notre dépendance majeure aux énergies fossiles. D'autres solutions d'amortisseurs transitoires à ne pas négliger complètent ces deux priorités (méthanisation, biomasse, etc.). Le sujet de sobriété n'est qu'une entrée pour un problème global qui touche à l'eau, l'agriculture, les forêts, la biodiversité.

Les acteurs publics de meilleures volontés se confrontent localement à des difficultés de mise en œuvre. Il y a les limites actuelles des accompagnements sociaux des politiques, comme l'a montré le mouvement des gilets jaunes, le manque de moyens financiers et de main d'œuvre, le difficile arbitrage entre les urgences pour affecter les ressources, et un pilotage trop souvent à l'aveugle, notamment par manque d'outils réellement opérationnels.

Ainsi, malgré des progrès indéniables, le rendez-vous semble manqué sur de trop nombreux sujets. Par exemple, la politique de maîtrise des consommations liées au chauffage, qui est la première source de consommation d'énergie et l'isolation thermique des bâtiments, est en retard. A Paris, seuls 3% des ravalements sont l'occasion d'une isolation thermique par l'extérieur (sur 42 000 parcelles ayant connu un ravalement entre 2006 et 2020 et le chiffre semble en baisse).

La sortie du fioul a principalement profité au gaz fossile. Le parc de véhicules routiers ne cesse d'augmenter en nombre et en masse de véhicules. Quatre trajets en voiture sur dix font moins de trois kilomètres. La part du vélo progresse mais reste loin derrière celle de pays européens à la météo pourtant plus hostile. Quant aux énergies renouvelables, elles restent mal acceptées localement, éoliens en tête.

Les appels récents à fermer les portes des magasins climatisés lorsque la température atteint 40°, à couper son moteur de voiture à l'arrêt ou à réguler l'usage des jets privés sont tout à fait bienvenus. Toutefois, le simple fait de convoquer ces actions, qui semblent pourtant si évidentes, traduit l'écart qu'il nous faut réduire entre la trajectoire dessinée par les scientifiques, les ambitions déclarées et la réalité des changements. Impossible d'ignorer en effet que les politiques publiques plus structurantes sont à la peine. Pour prendre l'exemple de la mobilité, les instruments ambitionnant d'influer profondément sur nos choix de mobilité n'ont pas intégré dès la conception l'ingénierie sociale nécessaire pour éviter les injustices et la réaction des citoyens qui en découle (taxe carbone et gilet jaune, écotaxe et bonnet rouge, détricotage large du passage à 80km/h), ou pour assurer l'efficacité des mesures (zones à faibles émissions largement théoriques).

Pour autant le discours public, notamment sur la sobriété, doit sortir d'une chasse opportune au gaspillage, préciser son ambition structurelle et tenir son cap, se doter d'outils puissants, clairs et efficaces et veiller à l'équité entre population et territoire.

Priorités d'action

1. Obtenir des gains rapides à court-terme pour passer les prochains hivers

Ces mesures opérationnelles de bon sens, symboliques et sans risque peuvent être mises en oeuvre dès à présent pour passer les prochains hivers afin d'inciter particuliers, entreprises et le secteur public à réduire leurs consommations.

- **Communiquer positivement sur les réglementations existantes et les contrôler** : température des bâtiments tertiaires pendant et hors des horaires d'occupation, processus de chauffages collectifs, éclairage nocturne et climatisation, performance énergétique des équipements.
- **Interdire les équipements énergivores superflus** : supprimer les écrans publicitaires sur le foncier public, éteindre tous les bâtiments et monuments publics la nuit dès lors que le service public est maintenu, réduire la consommation du numérique par la durabilité des équipements, la limitation des envois et du stockage des mails stockés, la légèreté du code des logiciels, la limitation des vidéos et du stockage cloud.
- **Limiter les pointes de consommation électrique** : Interfacier les logiciels de gestion technique des bâtiments les plus récents au signal EcoWatt de RTE et former les techniciens à l'optimisation de la consommation électrique du bâtiment pour décaler les usages. EcoWatt est la météo de l'électricité qui préviendra trois jours à l'avance des jours "rouges" pour appeler à des éco gestes et éviter les coupures ciblées. Il s'agira ces jours-là de décaler les usages hors des pointes de consommation électrique (8-13h, 18h-20h)
- **Étudier le potentiel d'économie énergétique du télétravail** ou de l'adaptation du temps de travail dans le secteur public. Des gains sont possibles s'ils apportent une meilleure qualité de vie au travail aux agents et une équité entre les fonctions pouvant être exercées en télétravail et celles qui ne le sont pas.
- **Organiser l'action** pour chaque secteur (Etat, collectivités, hôpitaux, entreprise publiques...): mobiliser les directions par des lettres de mission sobriété et organiser les premières lignes (gestionnaires de bâtiments, maîtrise d'ouvrage, organisation du travail) aux plans d'urgence envisagés ou décidés (par exemple pour s'adapter aux éventuels délestages).
- **Lancer une grande campagne de communication sur les gestes de sobriété** afin de ne pas limiter les effets au secteur public : consommation d'énergie et matérielle, mobilité, numérique...

2. Mettre en place des réglementations structurantes et équitables pour réduire nos consommations d'énergie

Sans vaccin contre le changement climatique et la rareté des ressources, les mécanismes réglementaires, financiers et fiscaux doivent contribuer à organiser une sobriété collective dans la durée, avec une cohérence d'action et des engagements demandés aux différents secteurs.

Repenser le bâtiment dans son environnement

- **Priorisation de la politique publique d'isolation** avec des crédits fléchés spécifiques et en priorisant les secteurs à forts enjeux. Intégrer la gestion des flux de matériaux nécessaires et la capacité à faire.
- **Structuration de la politique publique d'isolation** : création d'un identifiant unique par bâtiment, obligation progressive d'audit énergétique et d'étude de faisabilité d'isolation globale, incitation à la constitution progressive d'un budget pour chaque bâtiment.
- **Simplification de la politique publique d'isolation** : clarification et stabilisation du dispositif d'aide et d'accompagnement et renforcement du contrôle et de l'agrément des prestataires. Créer un guichet national de conseil, capable d'AMO voire de MO.
- **Faire évoluer la fonction des architectes des bâtiments de France** vers une fonction de conseil favorable à une évolution patrimoniale et paysagère intégrant l'isolation thermique par l'extérieur au cas par cas, la massification du solaire et de champs éoliens, avec des programmes de recherche sur la rénovation thermique et l'intégration des ENR dans le patrimoine classé.

- **Mutualiser et optimiser les surfaces bâties** en rendant obligatoire les schémas directeurs immobiliers pour identifier les surfaces inoccupées et en améliorer les usages.
- **Clarifier les réglementations contradictoires qui paralysent le secteur de la construction.** *Exemple* : La doctrine bois de l'Ineris pour la sécurité incendie pénalise significativement la compétitivité la filière bois par rapport au béton en construction. Le bois est pourtant encouragé par la RE2020.

Réparer nos villes et nos campagnes par les mobilités plus douces

- **Rééquilibrer massivement les voiries** : place aux mobilités actives et à la d'artificialisation des sols. Se donner des objectifs globaux de kilomètres rénovés à fixer avec une part de budget dédié, mais laisser la délibération des solutions à chaque niveau de subsidiarité des politiques publiques. Ex : Pistes cyclables, stationnement et réparation vélo, rendre impossible toute rénovation routière sans prise en compte des autres mobilités possibles.
- **Rééquilibrer les aides aux véhicules** : créer un cadre réglementaire et incitatif favorable aux véhicules vraiment vertueux. Ex : malus pour le thermique, sur malus pour les SUV >1,2 tonne, exclure les hybrides rechargeables, bonus aux véhicules légers (keicar), à la cyclo-logistique, proposer des aides renforcées pour certains publics (ex : les artisans).
- **Ralentir les mobilités professionnelles** : passer à un forfait mobilité global équivalent quelle que soit la mobilité en alignant public et privé, encourager les alternatives aux véhicules de fonction en modulant la fiscalité et verdir les nouveaux véhicules indispensables, limiter les déplacements à forte vitesse (autoroutes, TGV, avion), limiter les déplacements par avion à un nombre très limité par an et par personne, interdire l'accumulation de points de fidélité lors d'un usage professionnel.
- **Bannir la place de l'aérien vis-à-vis du ferré** : étendre l'interdiction des vols nationaux lorsqu'une alternative ferrée directe existe, caper ou taxer les jets privés pour des vols nationaux, déplacer les subventions et les emplois vers les trains de nuit, stopper certains projets emblématiques (ex : taxi volant pour les JO 2024), relancer le débat de la taxation de l'aérien du kérosène au niveau européen. Développer l'offre de trains lents mais accessibles (trains de nuit, Intercités,...)

Transformer notre alimentation et notre consommation

- **Instaurer la tarification progressive de l'énergie** (les premiers kWh nécessaires à des besoins primaires sont très accessibles, les excès sont pénalisés) et maintenir un signal prix défavorable aux énergies fossiles : passer d'un système protecteur des besoins primaires à un système redistributif.
- **Inciter la réduction de la consommation d'énergie dans l'agriculture** via l'outil fiscal : créer une redevance sur l'usage des engrais azotés minéraux pour renforcer l'impact des plans consacrés au développement des légumineuses, intégrer l'énergie et le climat dans les labels, rendre plus contraignant le label Haute Valeur Environnementale et valoriser les alimentations d'origine végétale.
- **Mettre en place une politique des achats publics responsable** : évaluer la pertinence des consommations, favoriser les circuits courts, le réemploi, la durée de vie, la réparabilité et le recyclage. Ambition de faire de l'UGAP un acteur responsable exemplaire.
- **Fixer comme obligation aux régies publiques de réserver la publicité à des consommations vertueuses**, locales et responsables. Réguler la publicité invitant à des comportements écocides en l'interdisant de certains espaces et en imposant un slogan en faveur de la sobriété sur un tiers de l'image..
- **Interdire la vente d'équipement à énergie fossile dès lors qu'existe un équivalent** électrique (tondeuse à gazon, plaque de cuisson, barbecue...).
- **Avancer rapidement vers une sobriété numérique** : Optimiser le code et les usages numériques pour limiter les flux et les espaces de stockage, obliger les fournisseurs internet à proposer par défaut des vidéos en basse définition.

3. Responsabiliser, accompagner et encourager les acteurs publics, engagés et exemplaires

Il conviendra de récompenser les acteurs publics engagés agissant à l'échelle du cadre de vie en s'appuyant sur des modes de communication mettant en valeur les comportements vertueux.

- **Harmoniser les outils opérationnels permettant de quantifier les effets de la sobriété et contrôler l'efficacité des mesures** : piloter la sobriété par un suivi des économies d'énergies réalisables, leur impact sur la qualité de vie des agents et citoyens ainsi que sur la qualité du service public fourni. Doter la planification énergétique locale de feuilles de route légères et très opérationnelles, soumises annuellement à l'exécutif, publiques et sur un format commun (compatibilité environnementale, révision de documents de planification uniquement pour améliorer le transport, l'énergie ou la lutte contre l'artificialisation, etc.), faciliter et soutenir le droit à l'expérimentation locale au profit de la transition énergétique et du climat sans possibilité de contourner les exigences environnementales.
- **Valoriser les acteurs engagés et les relais d'opinion** : mobiliser et faire adhérer le monde de la culture, de l'éducation, de la recherche et de l'innovation pour construire un réseau d'ambassadeurs de la sobriété et de la transformation écologique, mettre en place des relais d'influence et des référents en charge de la sobriété au sein des structures publiques et privées, sur la base du volontariat, en utilisant les réseaux sociaux. Augmenter massivement le soutien financier à des structures relais (FUB, CLER, etc.).
- **Former, informer et évaluer** : mettre en place une formation obligatoire pour les fonctionnaires et les élus sur les défis environnementaux selon un calendrier ambitieux et en priorisant les métiers et fonctions les plus stratégiques (principaux cadres, fonctions avec un rôle de formation et diffusion des pratiques...), un traitement de sujets environnementaux sur les chaînes d'information publiques, rendre compte publiquement des impacts de la sobriété (un bulletin sobriété sur les médias grand public au même titre qu'un bulletin météo pour mettre en avant les territoires engagés).
- **Faciliter la connaissance et la confiance collective** en créant des observatoires indépendants, à gouvernance partagée (Etat, collectivité, entreprise, association) et à financement partagé, sur le modèle des associations agréées pour la surveillance de la qualité de l'air. Assurer l'harmonisation des méthodes et des démarches par un Haut Conseil pour le Climat renforcé en effectif salariés pour dresser le bilan énergie-climat-adaptation (résultat, actions opérationnelles, comptabilité environnementale des budgets publics), apporter un support technique aux acteurs et assurer une communication nationale sur l'évolution globale des consommations énergétiques.

4. Actionner les leviers internationaux

Pour éviter des phénomènes de passager clandestin ou de déséquilibre vis-à-vis de nos partenaires internationaux, il sera particulièrement important d'activer deux leviers pour assurer un terrain de jeu égal.

- **Mise en place de barrières à l'entrée** pour soutenir les filières industrielles et agricoles françaises et européennes et limiter les importations, en particulier dans les infrastructures nécessaires à la décarbonation (panneaux solaires, batteries, vélos, etc.) : définir un cadre réglementaire permettant d'assurer une compétitivité des produits (ex : contrôle de la sincérité du bilan carbone, clause de contenu local européen dans les secteurs clés bénéficiant de soutien public (énergies renouvelables, mobilités, etc.), augmenter la taxe carbone à l'entrée en UE (ex : mécanisme d'ajustement carbone aux frontières), contrôler plus efficacement les normes et critères techniques spécifique à l'UE (matériaux, sécurité, pollution), mise en place de labels écologiques incitatifs (Ecolabel, Ecodesign..) et de dispositifs de recyclage européens.
- **Sortir du traité international sur la charte de l'énergie**, soutenir le principe d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles.

Fondé en 2019, le Lierre rassemble plus de 1000 fonctionnaires, hauts fonctionnaires, experts, consultants, acteurs des politiques publiques, convaincus que la transformation de l'action et des politiques publiques est indispensable pour répondre aux urgences écologiques et sociales.

Plus d'informations sur le site <https://le-lierre.fr/>